



**l'Assurance  
Maladie**  
Agir ensemble, protéger chacun

**Institut<sup>inter</sup>  
Régional  
pour la Santé**  
PRÉVENTION

## **ACCORD-CADRE 2025-03**

### **Prestations de maîtrise d'œuvre Réfection d'étanchéité des terrasses et de pose de garde-corps au siège social de l'UC-IRSA Cahier des Clauses Particulières**

Seul l'exemplaire de ce document détenu dans les archives de l'UC-IRSA fera foi

#### **Pouvoir adjudicateur :**

UC-IRSA - Union de caisses-Institut inter-Régional pour la Santé

Benoît REMARS

45 rue de la Parmentière

B.P 122

37521 LA RICHE

#### **Procédure établie en application :**

*Du code de la commande publique défini par l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, et du décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, Du décret 2018-1225 du 24 décembre 2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique, des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés des Organismes*

## Table des matières

DISPOSITIONS GENERALES.....	4
Article 1. Introduction .....	4
Article 2. Organisation de la maîtrise d'ouvrage .....	4
Article 3. Présentation de l'organisme.....	4
Article 4. Objet du marché .....	5
Article 5. Présentation du projet .....	6
Article 6. Étendue de la consultation.....	8
Article 7. Réalisation de prestations similaires .....	10
Article 8. Sous-traitance .....	10
Article 9. Pièces contractuelles .....	10
Article 10. Obligations du titulaire .....	11
Article 11. Confidentialité .....	12
Article 12. Protection des données personnelles .....	13
Article 13. Archivage .....	14
DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES .....	15
Article 14. Modalités de règlement des comptes .....	15
Article 15. Vérification des projets de décomptes des entrepreneurs .....	21
Article 16. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail .....	22
a. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail .....	22
b. Mise en œuvre des mesures de sécurité sur les chantiers .....	22
Article 17. Suivi de l'exécution des travaux et de leur réception .....	23
Article 18. Engagement sur cout des travaux .....	23
Article 19. Assistance due par le titulaire du marche .....	26
Article 20. Arrêt de l'exécution de la prestation .....	26
Article 21. Réception, achèvement des prestations ou missions .....	26
Article 22. Assurances.....	27
Article 23. Clause de réexamen.....	27
Article 24. Résiliation.....	28
DISPOSITIONS TECHNIQUES .....	29
Article 25. Programme technique.....	29
Article 26. Compétences requises pour le projet .....	29
Article 27. Contraintes particulières du projet .....	29
Article 28. Missions confiées à l'équipe de maitrise d'œuvre .....	30
Article 29. Réglementation et textes applicables .....	36
Article 30. Planning, langue .....	36

Article 31.	Developpement durable .....	36
Article 32.	Différends et litiges .....	37
Article 33.	Dérogations au CCAG applicable.....	37

## DISPOSITIONS GENERALES

### Article 1. Introduction

La construction du siège social de l'UC-IRSA s'est achevée en 2000, l'étanchéité des toitures terrasses a dépassé la durée de préconisation de remplacement, et par moment de fortes pluies, des infiltrations peuvent être constatées sur une partie des zones à traiter. De ce fait, à titre préventif, la décision de réfection complète de l'étanchéité a donc été prise par la Direction de l'UC-IRSA.

Le présent document constitue donc le Programme Technique de cette opération et il regroupe l'expression des attentes du Maître d'Ouvrage et les contraintes liées au site ainsi qu'à la réglementation. Il est destiné à l'équipe de Maîtrise d'œuvre afin qu'elle mène à bien l'ensemble des études qui aboutiront à la réalisation des travaux.

### Article 2. Organisation de la maîtrise d'ouvrage

Le Maître d'Ouvrage de l'opération est l'UC-IRSA représentée par M. REMARS Benoît en qualité de Directeur ou ses délégataires. Dans le cadre de cette opération, le Maître d'ouvrage est assisté par le Pôle Régional de Compétences Immobilières Centre Val de Loire. Le PRECI, auteur d'une étude de faisabilité sur ce projet, pourra assister la Maîtrise d'Ouvrage, à la demande de cette dernière, quel que soit l'avancement du projet.

### Article 3. Présentation de l'organisme

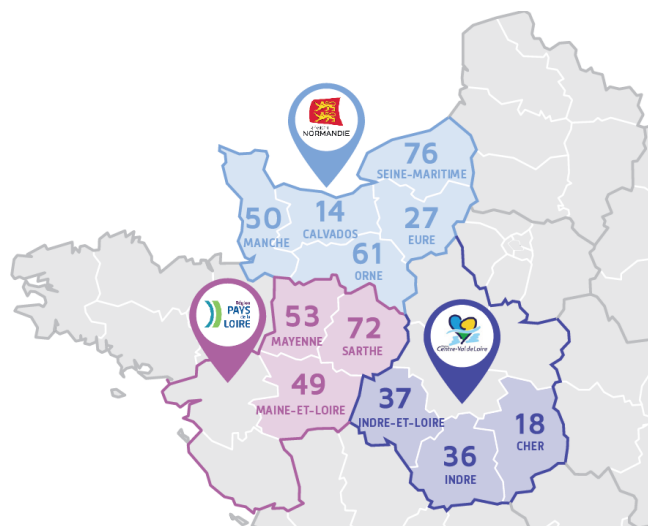
L'UC-IRSA est un ÉTABLISSEMENT DE L'ASSURANCE MALADIE et constitue un groupe inscrit dans le réseau national des centres d'examens de santé.

L'UC-IRSA est un Organisme de la Sécurité Sociale et partenaire essentiel et à part entière de l'assurance-maladie, l'Institut inter Régional pour la Santé pilote 12 centres d'examens de santé au sein desquels sont réalisés des examens de prévention en santé, pour le compte de douze CPAM réparties sur trois régions.

L'UC-IRSA est constituée d'équipes pluridisciplinaires et complémentaires composée de près de 260 personnes :

- Professionnels de santé
- Equipes administratives
- Personnels de laboratoire

Les activités réalisées par l'UC-IRSA sont multiples :





### 12 Centres d'exams de santé



Exams de Prévention en Santé

Autres actions de santé

### Participation à la cohorte Constances

Calvados  
Indre-et-Loire  
Sarthe



### CeGIDD\*

Orne  
Manche

### CLAT\*\*

Indre  
Indre-et-Loire  
Manche

### Centres de vaccination

Cher  
Indre

L'examen de prévention en Santé (EPS) est pris en charge à 100 % par l'Assurance Maladie et sans avance de frais, et il permet aux assurés du régime général de plus de 16 ans de :

- Faire le point sur leur santé en individuel ;
- Bénéficier d'actions de dépistage s'appuyant sur les recommandations actuelles ;
- S'inscrire ou se réinscrire dans un parcours de soins coordonné ;
- Bénéficier d'orientations dans le système de santé, pour des prises en charge médicales et/ou éducatives adaptées en concertation avec son médecin traitant.

Une attention particulière est portée aux populations en situation de précarité et au repérage ciblé des populations les plus à risque.

Ces examens apportent aux médecins traitants un soutien dans l'orientation vers des prises en charge spécifiques notamment éducatives.

## Article 4. Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet, une prestation de maîtrise d'œuvre dans le cadre d'un projet de réfection de l'étanchéité des toitures terrasses du siège social de l'UC-IRSA et d'installation de garde-corps en périphéries. Ces toitures terrasses sont situées au R et R+1 du bâtiment sis 45 rue de la parmentière, 37520 la Riche.

Le présent marché de prestations intellectuelles est un marché à tranche ferme unique de même que celui à prévoir pour les travaux.

Pour le marché de travaux, des toiture-terrasse, le montant de l'opération a été estimée par le PRECI à 137 129 € HT de travaux fermes, soit 164 554.80 € TTC (TVA à 20 %)

La présente estimation **ne prend pas en compte** :

- Les honoraires de Maîtrise d'œuvre, de contrôle technique, de SPS, d'huissier, d'assurance et autres prestations intellectuelles, etc.
- Les surcoûts éventuels dus à la mise en place d'éléments constructifs imprévisibles.
- Les plus-values d'éléments techniques au-delà des objectifs réglementaires.
- Les éventuels frais de raccordement aux réseaux (assainissement et compteurs).





L'achèvement de la construction a eu lieu en 2000, le permis de construire avait été déposé en 1998, il comporte plusieurs parties et compte 2 niveaux au plus haut. Les terrasses sont d'origine et l'étanchéité présente par épisode de fortes pluies, des infiltrations sur l'aile Nord.

Il n'y a pas d'amiante dans les matériaux, compte tenu de la date de construction du bâtiment.

Les terrasses ne sont actuellement pas équipées de gardes corps, mais pour celles du R+0 (Aile Nord, Ouest) et R+1 de l'aile Sud uniquement des tubes de fixation espacés de 100/120 cm sont situés sur la périphérie des terrasses. La terrasse du R+2 ne dispose d'aucun point ou tube de fixation.

	Surface	Linéaire garde-corps
Terrasse R+1 Aile Sud	357 m <sup>2</sup>	86.00 MI
Terrasse R+0 Aile Nord	263 m <sup>2</sup>	76.45 MI
Terrasse R+0 Aile Ouest	19 m <sup>2</sup>	15.40 MI
Terrasse R+2	90 m <sup>2</sup>	25.00 MI
Total	729 m <sup>2</sup>	202.85 MI

Un dossier de photos des terrasses, illustrant leur état et les tubes de fixation évoqués est joint en annexe 1 au présent CCTP.

Le projet respectera la réglementation en vigueur pour la zone de travaux traité, en cohérence avec l'ensemble du bâtiment existant non modifié.

Les travaux n'ont pas vocation à modifier le classement actuel de l'établissement. Il est actuellement classé ERP de 5ème catégorie de type WU.

Toutefois, les démarches administratives nécessaires au projet et à la réalisation des travaux sont à la charge de la MOE.

Le projet respectera également la réglementation en vigueur relative à la loi sur le Handicap et l'accessibilité sur la zone concernée par les travaux.

## **Article 6. Étendue de la consultation**

### **a. Allotissement**

En vertu de l'article L.2113-11 2°, le présent Marché n'est pas alloti.

Les motivations conduisant l'Acheteur à déroger au principe de l'allotissement sont les suivantes :

- Motivations en droit : le Maître d'Ouvrage a fait le choix de ne pas alloter le présent marché au motif que la dévolution en lots séparés aurait pour effet de complexifier techniquement la réalisation des missions attendues et les rendrait financièrement plus coûteuses.
- Motivations en faits : Compte tenu de la nature sensible de l'opération, touchant le couvert du site, il est souhaité allier les compétences techniques dans l'établissement des études et le suivi des travaux par un interlocuteur unique afin de restreindre les risques liés à un partage des responsabilités dans ce type de projet.

### **b. Mode de passation**

Le présent marché est passé en application de de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, du décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, du décret 2018-1225 du 24 décembre 2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique, des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général.

La procédure utilisée est celle de la procédure adaptée prévue au sens des articles R2123-1 1° et L2123-1 du Code de la Commande Publique.

### **c. Forme du marché**

Le présent marché est un marché ordinaire de prestations intellectuelles (étude et exécution).

### **d. Durée du marché**

La tranche ferme prend effet à compter de la date de notification du présent marché au Titulaire et s'achève à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement d'une durée d'un (1) an à compter de la date de réception totale et sans réserve des travaux correspondants à la mission de maîtrise d'œuvre. Le marché ne fera pas l'objet de reconduction.

### **e. Intervenants extérieurs**

Le Maître d'Ouvrage organise le marché pour ses besoins exclusifs.

Les autres intervenants dans le cadre de l'Opération sont :

- Un Contrôleur technique ;
- Un Coordinateur de sécurité et de protection de la santé

- Un conseil technique, le PRECI Centre Val de Loire. Sa mission de conseil s'appliquera sur la base des différentes propositions faite par l'équipe de maîtrise d'œuvre. En aucun cas, cela ne pourra dédouaner d'une quelconque manière l'équipe de maîtrise d'œuvre de sa mission de conseil auprès de l'UC-IRSA.

Le contrôleur technique et le coordinateur sécurité et protection de la santé seront désignés ultérieurement et au plus tard à la notification du présent marché.

#### **i. Les missions du contrôleur technique**

Dans le cadre du présent marché, les missions du Contrôleur technique seront indiquées au plus tard en phase APD.

L'intervention du Contrôleur technique se résumera à la réalisation des missions suivantes :

- La remise de ses observations concernant les études de conception du projet produites par le Maître d'Œuvre ;
- L'émission de son avis à l'issue des mises au point avant la conclusion des marchés de travaux avec les attributaires pressentis, notamment au regard des modifications apportées au projet ;
- La remise de ses observations durant la phase d'exécution des marchés de travaux.

Les observations et les avis du contrôleur technique seront transmis au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre dans les meilleurs délais.

Il incombe au Titulaire, au titre des missions qui lui sont confiées au titre du présent marché et tout au long de son exécution, tant en phase conception qu'exécution, de faire le nécessaire sans délai avec les entrepreneurs concernés et de suivre les actions correctives apportées, afin que les éventuels avis défavorables, réservés ou suspendus émanant du contrôleur technique deviennent des avis favorables purs et simples. Ceci constitue une obligation de résultat à la charge du Maître d'Œuvre.

Il est ici précisé que la réception des travaux ne pourra intervenir que si le Maître d'Ouvrage est en possession d'un rapport final de Contrôle technique ne comprenant aucun avis défavorable, suspendu ou réservé.

Il appartient au maître d'œuvre de veiller à l'obtention dans les délais requis des avis du Contrôleur technique et, en cas de défaillance ou de retard de ce dernier, de le signaler au Maître d'Ouvrage.

#### **ii. Les missions du Coordinateur sécurité et de protection de la santé**

Le Coordinateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) interviendra lors des phases d'études et d'exécution des travaux pour la réalisation de l'opération.

Ainsi, le Titulaire devra se conformer aux obligations de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicable aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et à l'application des décrets n°94-1159 du 26 décembre 1994, n°95-543 du 4 mai 1995, n°95-607 et n°95-608 du 6 mai 1995, modifiés par les décrets n°2003-68 du 24 janvier 2003 et n°2008-244 du 7 mars 2008.

À cet effet, le maître d'œuvre s'engage notamment à :

De manière générale :

- Informer le CSPS de toute tenue de réunion d'études et de concertation.
- Transmettre au CSPS l'ensemble des documents de sa compétence dont celui-ci a besoin.
- Prendre en compte les observations que le CSPS pourrait faire sur les problèmes de sécurité liés à la conception.
- Transmettre et faire transmettre au CSPS les éléments nécessaires à l'établissement tant du dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage (D.I.U.O.) que du dossier de maintenance des lieux de travail (D.M.L.T.) si ce dernier est nécessaire.

En phase d'études, notamment en phase d'étude d'avant-projet, le maître d'œuvre devra intégrer des dispositions portant sur les principes de sécurité et de prévention de la santé sur le futur chantier, dans le but de limiter les risques lors de la réalisation de l'opération de travaux et lors des interventions ultérieures sur le bâtiment.

En phase d'exécution des travaux :

- Le maître d'œuvre devra participer aux réunions organisées par le CSPS.
- Le maître d'œuvre devra signer le registre du journal à la demande du CSPS et prendre en compte ses observations dans les meilleurs délais ;
- Le maître d'œuvre devra notifier par ordre de service aux entreprises attributaires du marché de travaux, les dispositions arrêtées en collaboration avec le CSPS à la suite des observations consignées au registre du journal.
- Le maître d'œuvre coopère avec le CSPS et tient compte des mesures qu'il préconise.
- Les mesures d'organisation générale de l'opération sont arrêtées en concertation avec le CSPS du Maître d'Ouvrage.
- Le maître d'œuvre invite le CSPS à toutes les réunions qu'il organise pour la préparation du chantier et pendant le cours de sa réalisation.
- Le maître d'œuvre est, en outre, tenu de communiquer au CSPS toutes précisions ou renseignements que celui-ci pourrait être amené à lui demander concernant ses modes d'intervention sur le chantier.
- Le CSPS pourra à tout moment avoir accès au chantier. Le maître d'œuvre devra veiller à ce que les titulaires des marchés de travaux facilitent ses visites.

## **Article 7. Réalisation de prestations similaires**

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, des marchés de maîtrise d'œuvre ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

## **Article 8. Sous-traitance**

Le maître d'œuvre ne pourra pas sous-traiter les prestations qui lui seront confiées.

## **Article 9. Pièces contractuelles**

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

### **Pièces particulières :**

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Les avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Le mémoire technique du titulaire ;

### **Pièces générales :**

- Le code de la commande publique constitué de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code et du décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code
- L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
- Décret 2018-1225 du 24 décembre 2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique l'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général

- Le règlement Européen sur la protection des données (RGPD) n°2016/679 du 27 avril 2016, entrée en vigueur le 25 mai 2018.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021;
- Les normes, DTU, CCTG, avis techniques applicables aux prestations de l'opération en vigueur au premier jour du mois qui précède la date limite de réception des offres ;

Les candidats déclarent avoir pris connaissance des pièces générales bien qu'elles ne soient pas jointes au dossier de consultation.

Il est précisé que le (ou les) marché (s) de travaux seront soumis aux dispositions du CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Le maître d'œuvre reconnaît avoir pris connaissance des dispositions de ce CCAG et s'engage au respect des obligations mises à sa charge dans celui-ci, sauf dérogations éventuelles énoncées dans le CCAP des marchés de travaux qui se substituerait alors aux dispositions de ce CCAG.

Toute clause, portée dans les tarifs du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure. L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul foi.

## **Article 10. Obligations du titulaire**

### **a. Obligations de résultat**

Le Maître d'Œuvre s'oblige, dans le cadre d'une obligation de résultat envers le Maître d'Ouvrage :

- Au respect de l'ensemble des réglementations et règles de l'art applicables à l'opération ainsi qu'aux dispositions de toutes natures applicables à l'Opération et aux autorisations administratives délivrées.
- Au respect de la réglementation thermique pour améliorer la performance énergétique du patrimoine.
- Au respect de la réglementation acoustique. Il s'engage à mettre en œuvre les solutions architecturales et techniques pour obtenir les performances acoustiques correspondant aux exigences légales ou aux exigences des labels ou certifications voulues par le Maître d'Ouvrage

### **b. Obligations en matière de conditions de travail des salariés, de protection de la santé et de l'environnement**

Le Titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur en matière de protection des conditions de travail des salariés, de la santé et de l'environnement.

En matière de protection de la santé, le Titulaire est tenu de travailler conjointement avec le Coordinateur de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) retenu par le Maître d'Ouvrage, notamment pour l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, conformément à la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

En matière de lutte contre le travail dissimulé, le Maître d'œuvre s'engage à respecter et à faire respecter les dispositions des articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail relatifs à l'interdiction du travail dissimulé et, en application de l'article L.8222-1 du Code du travail, à remettre au Maître d'Ouvrage les documents prévus à l'article D.8222-5 du Code du travail le jour de la signature du présent Marché ainsi que tous les six (6) mois de son exécution (fourniture des extraits K bis de moins de trois (3) mois, attestations URSSAF, liste des travailleurs hors CEE, etc.) et, plus généralement, à porter à la connaissance du Maître

d'Ouvrage tout élément et information relatives au respect du droit du travail, aux conditions d'hébergement des salariés travaillant sur le chantier et de tout sujet à propos duquel le Maître d'Ouvrage a une obligation de vigilance.

Par la signature du Marché, le Titulaire atteste sur l'honneur que le travail est réalisé avec des salariés employés régulièrement par lui au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du Code du travail d'une part et, qu'en cas d'emploi par le Titulaire de salariés de nationalité étrangère, ces derniers seront dans une situation régulière les autorisant à exercer une activité en France d'autre part.

En application des articles D.8254-2 et D.8254-4 du Code du travail, le Titulaire s'engage, en outre, à remettre au Maître d'Ouvrage au jour de la conclusion du présent Marché, et tous les six (6) mois au cours de son exécution, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L.5221-2 du Code du travail, ladite liste précisant, pour chaque salarié du Maître d'Œuvre, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

À défaut, le Titulaire s'engage à l'égard du Maître d'Ouvrage et ce, de manière irrévocable, à garantir ce dernier de toutes les conséquences liées au manquement des obligations susvisées.

En matière de protection de l'environnement, le Titulaire est tenu :

- D'utiliser des moyens durables dans l'exercice de ses missions ;
- De prendre en compte cette considération dans l'élaboration de ses livrables mais aussi dans ses études pouvant avoir un impact sur l'exécution des travaux à réaliser dans le cadre de l'Opération.

### **c. Obligations en matière de personnel d'exécution**

Pour l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché, le Titulaire utilisera du personnel qualifié et compétent. Le Titulaire a l'obligation de disposer d'un personnel en nombre suffisant et possédant les qualifications indispensables pour assurer la bonne exécution de l'ensemble des éléments de mission.

Le Titulaire s'engage sur la pérennité de son équipe. En cas de défaillance d'une ou plusieurs personnes dédiées à l'exécution des éléments de mission, le Maître d'Ouvrage pourra exiger leur remplacement immédiat et, le cas échéant, interrompre la mission du Maître d'Œuvre, sans aucune indemnité

## **Article 11. Confidentialité**

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

## Article 12. Protection des données personnelles

L'exécution du présent marché pourrait engager le traitement de données à caractère personnel.

En l'espèce, les Parties à la présente convention s'engagent à respecter, en ce qui les concerne, les dispositions du Règlement (UE) 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et celles de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Si l'évolution du marché engage le traitement de données à caractère personnel au sens de l'article du RGPD, les Parties s'engagent à annexer au présent marché toute la documentation nécessaire à la description du traitement et aux obligations liées au RGPD et à la loi Informatique et Libertés au sein du PAQ.

Ainsi, le Titulaire s'engage à :

- Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données ; Article 32 du RGPD) et garantisse la protection des droits des personnes ;
- Ne traiter les informations que conformément aux instructions de l'UC-IRSA, y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne (si l'UC-IRSA l'y a préalablement autorisé) ;
- Veiller, à ce que le personnel traitant les données soit tenu à la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Apporter de l'aide à l'UC-IRSA, en fonction de la nature du traitement, pour qu'elle s'acquitte de l'ensemble de ses obligations (obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc. ;)
- Prendre toutes les mesures informatiques nécessaires assurant une protection adéquate des données traitées pour le compte de l'UC-IRSA ;
- Mettre à disposition de l'UC-IRSA toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits ;

- Informer au plus tard dans les 48 heures l'UC-IRSA de toute suspicion de violation de données à caractère personnel accidentelle ou non et de tout manquement à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Notifier à l'UC-IRSA, toute violation de données que vous traitez pour son compte dans les 48 heures après en avoir pris connaissance afin qu'elle puisse respecter ses obligations (Article 33 RGPD);
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de l'UC-IRSA (Article 30.2 RGPD).

Dans l'hypothèse où le Titulaire aurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que l'UC-IRSA lui aurait confiées, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, l'UC-IRSA rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le Titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de leurs obligations.

L'UC-IRSA s'engage à :

- Fournir toute la documentation nécessaire à l'exercice de la mission déléguée au Titulaire ;
- Informer le Titulaire de toute information pouvant impacter sa mission ;
- Faire évoluer la relation partenariale en fonction des besoins et des bonnes pratiques identifiées.
- Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein du marché qui lie le Titulaire à l'UC-IRSA et notamment celles relatives.
- Au sort des données que traite le Titulaire pour le compte de l'UC-IRSA (suppression, destruction, retransmission de ces données) ;
- Aux règles relatives à la confidentialité ;
- Aux conditions de sécurité précisées au sein d'un plan d'assurance sécurité (PAS).

Ainsi, sur demande de l'UC-IRSA, le Titulaire doit être en mesure de fournir l'avancée des mesures mises en place afin de se conformer à cette réglementation ainsi que les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO) (Article. 37 RGPD).

Chaque des parties, s'engage par ailleurs à communiquer les coordonnées de contact de son délégué à la protection des données (DPO) et à tenir à jour la documentation nécessaire à la preuve de la conformité du traitement (registre des traitements, étude d'impact si nécessaire).

### Article 13. Archivage

Le Maître d'Œuvre s'engage à conserver dans ses archives, pendant dix (10) ans au moins après la levée des réserves et pendant la durée des éventuelles procédures, un dossier complet « conforme à l'exécution », ainsi que les dossiers conformes à ceux déposés auprès de l'administration pour l'obtention des autorisations administratives.

## DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

### Article 14. Modalités de règlement des comptes

#### a. Mode d'établissement du prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies ci-après.

#### b. Nature du prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées, comme précisé à l'acte d'engagement, par des prix globaux et forfaitaires dont le libellé est détaillé à l'état des prix forfaitaires.

#### c. Contenu des prix

En complément de l'article 10.1.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales Prestations Intellectuelles (CCAG PI), les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix : En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ses défaillances.

Le prix du marché inclut la rémunération forfaitaire du titulaire au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle.

#### d. Forme et variation du prix

Le présent marché est passé à prix ferme, non actualisable.

#### e. Modalités de paiement

Les articles 11.2 à 11.8 du CCAG applicable sont complétés par les dispositions suivantes :

##### i. Établissement du forfait de rémunération

Le prix du marché, tel qu'indiqué dans l'Acte d'Engagement, est forfaitaire et provisoire.

Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments suivants :

- Le contenu de la mission décrite par le présent CCP,
- Le programme de l'Opération,
- La part de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération affectée aux travaux par le Maître d'Ouvrage,
- Les éléments de complexités liés aux contraintes et aux spécificités du projet et résultant des exigences du Maître d'Ouvrage,
- Les délais des études du Maître d'Œuvre et les délais de leur approbation par le Maître d'Ouvrage,
- La durée prévisionnelle d'exécution des travaux,
- Le mode de dévolution des marchés de travaux,
- La continuité du déroulement de l'Opération,
- Les assurances à souscrire.

Le forfait provisoire de rémunération est établi par l'application du pourcentage proposé par le Maître d'Œuvre dans son offre au coût d'objectif prévisionnel des travaux tel qu'indiqué à l'Article 4 du présent CCP et repris dans l'Acte d'Engagement.

La rémunération provisoire ainsi calculée deviendra définitive au moment de l'acceptation par le Maître d'Ouvrage de l'avant-projet définitif (APD) et de l'engagement financier du Maître d'Œuvre sur le coût prévisionnel définitif des travaux.

Le forfait définitif de rémunération sera donc établi par l'application du pourcentage proposé par le Maître d'Œuvre dans son offre au coût prévisionnel définitif des travaux validés par le Maître d'Ouvrage au stade de l'APD.

Le forfait définitif de rémunération du Maître d'Œuvre fera l'objet d'un avenant au présent marché.

## **ii. Modifications ne donnant pas lieu à rémunération complémentaire**

De manière générale, les modifications, améliorations, adaptations, régularisations et mises au point validées par le Maître d'Ouvrage et apportées aux études, aux documents définissant le projet et aux travaux (à l'exclusion des modifications substantielles qui nécessiteraient une reprise significative des études demandées par le Maître d'Ouvrage) ne donneront lieu à aucune modification du présent marché, à aucune rémunération complémentaire, ni indemnité de quelque ordre que ce soit, car elles font parties du travail normalement attendu du Maître d'Œuvre au titre du présent marché en vue de l'amélioration continue du projet.

En particulier, il est précisé que les modifications suivantes ne donneront lieu à aucune rémunération complémentaire du Maître d'Œuvre :

### **PHASE ÉTUDES APS**

À la demande du Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre s'engage à apporter toute modification ou à reprendre ses plans en conséquence et à effectuer la constitution des dossiers modificatifs si nécessaire, sans rémunération complémentaire ou indemnité de quelque ordre que ce soit et sans modification de délai

### **PHASE DT**

À la demande du Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre s'engage à apporter toute modification ou à reprendre ses plans en conséquence et à effectuer la constitution des dossiers modificatifs si nécessaire, sans rémunération complémentaire ou indemnité de quelque ordre que ce soit et sans modification de délai.

En conséquence, le Maître d'Œuvre s'oblige à déposer et faire aboutir toutes demandes modificatives ou nouvelles demandes de déclaration préalable qu'impliqueraient les modifications, améliorations, adaptations, régularisations et mises au point validées et apportées par le Maître d'Ouvrage aux études, aux documents définissant le projet et aux travaux, sans rémunération complémentaire ou indemnité de quelque ordre que ce soit.

### **PHASES études APD/PRO/DCE**

Le Maître d'Œuvre devra sans rémunération complémentaire ou indemnité de quelque ordre que ce soit, effectuer toutes les études et modifications éventuellement nécessaires à la constitution du dossier d'avant-projet détaillé et du dossier de consultation des entreprises qui tiendra compte de l'évolution du projet déterminé par le Maître d'Ouvrage.

### **PHASE ÉTUDES ACT**

Au cas où les offres des entreprises, après examen détaillé, ne permettraient pas le respect de l'enveloppe financière arrêtée par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre examinera toutes les solutions et apportera toutes les corrections nécessaires aux plans du DCE pour permettre de ramener le coût des travaux dans le cadre de l'enveloppe financière déterminée en accord avec le Maître d'Ouvrage, et ce sans rémunération complémentaire ou indemnité de quelque ordre que ce soit.

### **PHASE TRAVAUX**

Au cas où les modifications apportées, impliqueraient la nécessité d'obtenir un ou plusieurs permis de construire modificatifs ou à déposer et obtenir de nouvelles déclarations préalables de travaux, le Maître d'Œuvre prendra toutes dispositions pour faire aboutir les démarches correspondantes, et ce sans rémunération complémentaire ou indemnité de quelque ordre que ce soit.

Le Maître d'Œuvre s'oblige également à effectuer toute étude complémentaire susceptible d'améliorer la réalisation du projet et notamment d'en diminuer le coût et les délais.

Il est précisé que les travaux imprévisibles et les travaux imprévus, ainsi que les travaux modificatifs sur proposition du Maître d'Œuvre ne donneront lieu à aucune rémunération complémentaire.

### iii. Acomptes

Les règlements des éléments de mission s'effectueront sous forme d'acomptes après validation de chaque mission du projet dont le montant sera fixé dans l'Acte d'Engagement en annexe financière. Le pourcentage servant de base au calcul de chaque demande de paiement d'acompte devra avoir obtenu l'accord du maître d'ouvrage ou de son représentant sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire.

La rémunération du mandataire pour ses fonctions de coordination éventuellement fixée dans l'acte d'engagement lui sera versée proportionnellement aux sommes réglées aux autres cotraitants.

La périodicité des acomptes est ainsi définie pour chaque élément ou groupe de missions :

Elément de mission	Périodicité de versement des acomptes
AVP	<ul style="list-style-type: none"><li>• 80% à la remise des livrables</li><li>• 20% à compter de l'approbation du Maître d'Ouvrage</li></ul>
PRO / DCE	<ul style="list-style-type: none"><li>• 80% à la remise des livrables</li><li>• 20% à compter de l'approbation du Maître d'Ouvrage</li></ul>
ACT	<ul style="list-style-type: none"><li>• 25 % à la remise du DCE</li><li>• 25% à la remise du rapport d'analyse des offres après demandes de précision éventuelles</li><li>• 50% à l'issue de la commission d'appel d'offres</li></ul>
VISA	<ul style="list-style-type: none"><li>• 80% à la remise des livrables</li><li>• 20% à compter de l'approbation du Maître d'Ouvrage</li></ul>
EXE/DET	<ul style="list-style-type: none"><li>• 90% en fonction de l'avancement des travaux, prenant la forme d'acompte mensuel au prorata du délai d'exécution des travaux</li><li>• 10% après la notification aux titulaires des marchés de travaux du décompte général par le Maître d'Ouvrage</li></ul>
AOR / GPA	<ul style="list-style-type: none"><li>• 40% à compter de la réception par le Maître d'Ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception</li><li>• 30% à l'achèvement de la levée des réserves</li><li>• 30% à la plus tardive des 2 dates : à la remise des Dossiers d'Ouvrage exécutés Ou fin du délai de garantie de parfait achèvement</li></ul>
OPC	<ul style="list-style-type: none"><li>• Pourcentage calculé sur la base de l'avancement du chantier</li></ul>

### iv. Demandes d'acomptes

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fera l'objet d'acomptes calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte sera lui-même établi à partir d'un état, dans les conditions ci-après définies. Cette demande d'acompte est transmise au maître d'ouvrage, par tout moyen permettant de donner date certaine

### v. Décompte périodique

En phase d'étude, le décompte périodique valant demande de paiement d'acompte correspond au montant des sommes dues au maître d'œuvre depuis le début du marché jusqu'à l'expiration de la mission considérée, ce montant étant évalué en prix de base.

Pour le reste des missions, le Titulaire pourra prétendre à un paiement mensuel.

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG PI, le décompte périodique est daté et comporte, selon le cas :

- Les références du marché;

- Le montant des prestations reçues, établi conformément aux stipulations du marché, hors tva et, le cas échéant, diminué des réfections le cas échéant ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- La décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- Les pénalités éventuelles pour retard ;
- Le montant de la tva ;
- Le montant ttc.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée

#### **vi. Décompte général, paiement pour solde, paiement partiel définitif**

La demande de paiement du solde est établie, conformément aux dispositions ci-dessus et à l'article 11.8 du CCAG PI par le titulaire, dans un délai de 45 jours à compter de l'achèvement de sa mission constaté dans les conditions définies ci-après.

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte les parties suivantes :

- Un récapitulatif des acomptes et/ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du marché ;
- Le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
  - Aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
  - Au solde du marché.

Le décompte pour solde du marché est vérifié par le maître d'ouvrage qui se réserve le droit de compléter ou de rectifier le décompte pour solde qui comporterait des erreurs ou serait incomplet. En cas de modification du décompte remis par le titulaire, le maître de l'ouvrage ou son représentant notifie le décompte rectifié au titulaire avant de procéder au paiement du solde.

Le maître de l'ouvrage règle au titulaire les sommes qu'il admet dans le délai fixé dans l'acte d'engagement.

Toute réclamation du titulaire sur le décompte général qui lui est notifié doit être présentée par le titulaire dans un délai de deux mois à compter de cette notification. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté le décompte.

#### **f. Modalités de règlement en cas de groupement**

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée dans l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au maître d'ouvrage, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

#### **g. Facturation**

En application des dispositions de l'article L 2192-3 et L 2392-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité, si possible, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après s'impose également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement.

L'adresse électronique devant être utilisée pour l'envoi des factures est : factures@UC-IRSA.fr

Dans le cas où, l'usage de la facture électronique ne serait pas possible, le titulaire devra transmettre les factures au format papier. Pour ce faire, celles-ci devront être adressées en un original et une copie envoyée à l'adresse suivante :

UC-IRSA  
SERVICE BUDGET  
45 RUE DE LA PARMENTIERE  
BP 122  
37521 LA RICHE CEDEX

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI

Les demandes de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-PI et portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Sa référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers et son numéro Siret ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal à utiliser pour le paiement ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande concerné par la facturation (si concerné);
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La date ou la période d'exécution des prestations ;
- Les prestations admises ;
- Les montants et taux de tva légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- Le montant total TTC des prestations exécutées ;
- La date de facturation ;

Chaque facture sera transmise, déduction faite de toutes les pénalités qui auront été émises. Si la facture n'est pas conforme, elle sera retournée au candidat afin qu'il la remette en conformité avec le marché.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la prestation. Le titulaire n'est autorisé à facturer aucun frais supplémentaire.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou refuse la facture. En cas de refus par le pouvoir adjudicateur, le titulaire la complète éventuellement en faisant apparaître les pénalités imposées ou toute mention erronée ou absente.

#### **h. Pénalités**

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le présent marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

L'acte d'engagement fixe les délais d'établissement des documents d'études, ainsi que leur point de départ.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, en cas de retard dans la remise des livrables attendus, le maître d'œuvre subira sur ses créances, des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé en prix de base hors TVA, hors variation de prix, de l'élément de mission concernée :

Mission	Montant	Base d'application
<ul style="list-style-type: none"><li>• APS</li><li>• APD</li></ul>	4,5/1000	Sur le forfait provisoire
<ul style="list-style-type: none"><li>• PRO-DCE</li><li>• A.C.T.</li><li>• VISA</li><li>• D.E.T.</li><li>• A.O.R. / GPA</li></ul>	8/1000	Sur le forfait définitif

• D.O.E.	2,5/1000	Sur le forfait définitif
• OPC	8/1000	Sur le forfait définitif

#### **Retard de vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, si le délai fixé à l'Article 15.a ci-dessus n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sans mise en demeure préalable, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour calendaire de retard est fixé à 3 ‰, en prix de base hors TVA, de l'acompte de travaux correspondant.

Après mise en demeure restée infructueuse de produire l'état d'acompte dans un délai de 7 jours, le maître d'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant

#### **Retard de vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, en cas de retard dans la vérification du décompte final et dans l'établissement du décompte général, le maître d'œuvre encourt, sauf disposition différente dans l'acte d'engagement, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard, est fixé à 1/80<sup>ème</sup> du montant Hors TVA du décompte général.

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage ou à son représentant les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître de l'ouvrage ou à son représentant le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

A l'expiration de ce délai, le maître d'ouvrage ou à son représentant peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant.

#### **Absence de mention de la date de réception du projet de décompte mensuel et de décompte final par le maître d'œuvre**

Le maître d'œuvre subira une pénalité forfaitaire de 200 €, en cas d'absence de mention de la date de réception ou de la date de remise du projet de décompte mensuel et du projet de décompte final des titulaires des marchés de travaux.

#### **Non réalisation des constatations contradictoires**

Sans préjudice de l'application de l'article "Résiliation aux torts du maître d'œuvre" du CCP, en cas de non réalisation par le maître d'œuvre des constatations contradictoires prévues aux articles 11.4 et 11.5 du CCAG travaux, dans les huit jours de la demande qui lui a été faite par le titulaire, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 200 €, sans mise en demeure préalable.

De plus, dans le cas où, dûment convoqué par le représentant du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ne serait pas présent ou représenté à la date fixée, ou refuserait de procéder aux constatations, il lui sera appliqué une pénalité forfaitaire complémentaire de 200 €.

#### **Pénalités relatives à la défaillance du maître d'œuvre dans la mise en œuvre des opérations de réception**

Si le maître d'œuvre ne procède pas aux opérations préalables à la réception dans le délai fixé à l'article 41.1 du CCAG travaux, un abattement de 50 % sur la partie "réception" de l'élément de mission AOR sera opéré.

De plus, si, bien que dûment convoqué, il est constaté que le maître d'œuvre n'est pas présent ou représenté à la date fixée par le maître d'ouvrage pour la réalisation des opérations préalables à la réception, ou si, bien que présent ou représenté, il refuse de procéder aux OPR, un abattement complémentaire de 50 % sur la partie "réception" de l'élément de mission AOR sera opéré.

En outre, le maître de l'ouvrage appliquera une pénalité de 30 €/jour calendaire.

Par ailleurs, si le maître d'ouvrage a fait appel à un assistant éventuel pour l'assister dans les opérations préalables à la réception, le coût de cet assistant sera porté au débit du maître d'œuvre.

Par ailleurs, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG Prestations intellectuelles, en cas de retard dans l'établissement de la proposition de réception des travaux, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant est fixé par jour de retard calendaire, à 35 euros.

#### **Pénalités relatives à l'établissement du registre de chantier**

Si le titulaire ne met pas le registre de chantier à la disposition du représentant du maître de l'ouvrage ou des intervenants autorisés dans les conditions définies à l'article ci-dessous, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire de 20 €.

Cette pénalité sera applicable à chaque demande non satisfaite.

#### **Pénalités pour absence aux diverses réunions**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG Prestations intellectuelles, en cas d'absence aux diverses réunions programmées, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant est fixé, à 50 euros.

#### **Pénalité pour travail dissimulé :**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié : 10 % du montant TTC du marché. (Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé)

### **Article 15. Vérification des projets de décomptes des entrepreneurs**

#### **a. Décompte mensuel**

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur conformément à l'article 12.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et qui lui sont transmis par l'entrepreneur par tout moyen permettant de donner date certaine à cette transmission.

Après vérification, le projet de décompte mensuel, devient le décompte mensuel. A partir de celui-ci le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

En application de l'article 12.2.2 du CCAG travaux, le maître d'œuvre notifie au titulaire par ordre de service l'état d'acompte mensuel dans les 7 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement et propose au maître de l'ouvrage de régler les sommes qu'il admet. Le maître d'œuvre devra indiquer sur l'état d'acompte la date à laquelle il a reçu le projet de décompte. Il devra joindre la transmission de l'état d'acompte au maître de l'ouvrage, une copie de l'accusé de réception ou du récépissé délivré au titulaire du marché de travaux à la réception du projet de décompte.

En cas de cotraitance, c'est le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre qui visera les projets de décompte après, s'il y a lieu, visa préalable d'un ou plusieurs des autres cotraitants.

#### **b. Décompte final**

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur, conformément à l'article 12.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par tout moyen permettant de donner date certaine à cette transmission.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. En cas de défaillance du titulaire dans la production de son projet de décompte final, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final dans les conditions fixées à l'article 12.3.4 du CCAG Travaux.

A partir du décompte final, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le décompte général.

Le maître d'œuvre devra indiquer sur le projet de décompte final la date à laquelle il a reçu le projet de décompte. Il devra joindre au décompte général une copie de l'accusé de réception ou du récépissé délivré à l'entreprise à la réception du projet de décompte final.

Le délai pour la vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à 30 jours à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

## **Article 16. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

### **a. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG PI.

### **b. Mise en œuvre des mesures de sécurité sur les chantiers**

#### **Application des principes généraux de prévention**

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, au même titre que le Maître d'Ouvrage et le Coordonnateur, le Maître d'Œuvre doit, tant au cours de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet, que pendant la réalisation de l'ouvrage, mettre en œuvre les principes généraux de prévention.

Les mesures à adopter comprennent des actions de prévention, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. La présence d'un coordonnateur sur le chantier ne modifie en rien la nature et l'étendue des responsabilités incombant au Maître d'Œuvre.

#### **Collaboration dans la phase des études**

Le Maître d'Œuvre est tenu d'associer le coordonnateur dès la phase d'élaboration des études d'avant-projet sommaire de l'ouvrage, lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier.

Il devra convoquer le coordonnateur à toutes les réunions qu'il organise afin de lui permettre d'exercer correctement sa mission. Il lui adressera ses études dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission.

Le Maître d'Œuvre devra tenir compte des observations du coordonnateur ou adopter des mesures d'une efficacité équivalente.

#### **Mesures d'organisation générale du chantier**

Les mesures d'organisation du chantier sont prises sous l'autorité du Maître d'Œuvre, elles sont arrêtées en concertation avec le coordonnateur.

Le Maître d'Œuvre participe au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, si le chantier vu le nombre d'entreprises et un effectif des travailleurs le rend obligatoire.

Le Maître d'Œuvre répond aux observations ou notifications mentionnées sur le registre journal lorsqu'elles le concernent. Il peut se faire présenter le registre journal tenu par le coordonnateur s'il l'estime nécessaire.

## **Article 17. Suivi de l'exécution des travaux et de leur réception**

Le maître d'œuvre est chargé de prendre les décisions et d'accomplir les tâches qui lui incombent aux termes du CCAG travaux applicable aux marchés de travaux dont il assure la direction en tenant compte des éventuelles dérogations insérées dans les marchés de travaux.

Il est tenu de faire respecter par chaque entreprise l'ensemble des stipulations de son marché de travaux.

Par dérogation aux articles 2 et 3.8 du CCAG Travaux applicable aux marchés de travaux, les ordres de service destinés aux titulaires des marchés de travaux seront préparés, datés et signés par le maître d'œuvre puis transmis au maître de l'ouvrage pour notification au titulaire. Seuls les ordres de service notifiés par le maître de l'ouvrage lui seront opposables.

En outre, tous les ordres de services relatifs à la réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs de quelque nature qu'ils soient, en application des articles 13 à 16 du CCAG Travaux, doivent être soumis à l'accord préalable du maître de l'ouvrage qui apposera son visa sur le document avant toute notification au titulaire du marché de travaux. Seuls les ordres de service comportant ce visa seront opposables au maître de l'ouvrage.

Les réserves émises par une entreprise destinataire d'un ordre de service seront portées à la connaissance du maître de l'ouvrage, par transmission à celui-ci d'une copie.

En application de 28.5 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre doit tenir un registre de chantier.

Le maître d'œuvre signera ce registre et devra le faire signer par le titulaire du marché de travaux ou chacun des membres, en cas de groupement, par voie dématérialisée.

Le maître d'œuvre doit tenir ce registre à la disposition du représentant du Maître de l'ouvrage ou des intervenants autorisés dans les 7 jours qui suivent leur demande formulée par écrit ou lors des réunions de chantier.

Conformément à l'article 14.4 du CCAG travaux, le maître d'œuvre doit notifier au maître de l'ouvrage, dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la lettre du titulaire l'informant de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel, son avis sur la décision à prendre par le maître de l'ouvrage sur la poursuite des travaux.

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire du marché de travaux ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable.

Le maître d'œuvre s'engage au respect des dispositions de l'article 41 du CCAG travaux relatives à la mise en œuvre de la réception des travaux. A défaut, il sera fait application des dispositions de l'article ci-dessus relatives aux abattements et pénalités applicables.

## **Article 18. Engagement sur cout des travaux**

### **a. Engagement sur le coût prévisionnel des travaux à l'issue de la phase études**

L'engagement du maître d'œuvre intervient au stade des études de projet sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux.

Le seuil de tolérance est égal à 4 %.

Le respect de cet engagement est contrôlé à l'issue de la consultation initiale des entreprises de travaux, sur la base du montant des offres remises par les entreprises et retenues par le maître d'ouvrage.

Pour permettre la comparaison entre le coût prévisionnel arrêté des travaux et le coût résultant de la consultation des entreprises, les montants des marchés de travaux et le coût prévisionnel seront ramenés à la date du mois Mo par utilisation des index BT53 – Étanchéité.

Ce coefficient de réajustement sera arrondi au millième supérieur.

En cas de dépassement du seuil de tolérance (outre les dispositions de l'article « Non-respect des engagements sur coûts de travaux en phase études »), le maître d'ouvrage peut demander par ordre de service au maître d'œuvre la reprise des études pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance, sans rémunération supplémentaire.

A défaut du respect de ces engagements, le contrat de maîtrise d'œuvre peut être résilié dans les conditions définies dans le présent CCP.

## **b. Engagement sur le coût des contrats de travaux**

Lorsque la mission confiée au maître d'œuvre comporte la direction de l'exécution du contrat de travaux et l'assistance lors des opérations de réception, le seuil de tolérance est fixé à 4 %.

Le respect de l'engagement du maître d'œuvre est contrôlé après exécution complète des travaux nécessaires à la réalisation de l'ouvrage. Le montant des dépenses de travaux résulte des décomptes généraux des marchés et factures émises par les entreprises pour la réalisation de l'opération.

La comparaison entre le coût résultant des marchés initiaux signés et le coût constaté à la fin des travaux s'effectuera en valeur de base des marchés de travaux HT (Mois Mo travaux hors révision, pénalités, primes, etc. et TVA).

Pour effectuer cette comparaison en cas de pluralité de marchés de travaux comportant des valeurs de base différentes (Mois Mo différents selon la date de passation des marchés du fait de l'étalement des besoins dans le temps), le montant initial et le coût constaté de chaque marché de travaux sera ramené en valeur de base du premier marché signé.

Le maître d'œuvre présentera dans son décompte mensuel intégrant la partie de l'élément de mission « remise du décompte général des travaux » de l'élément DET tous les calculs permettant un premier contrôle par le maître de l'ouvrage et notamment un tableau comparatif entre montant des marchés et montants réalisés des travaux et les raisons de l'écart éventuel. La part des honoraires concernés pourra être bloquée si ces calculs ne sont pas fournis.

Le maître d'œuvre présentera un tableau complémentaire intégrant les éventuelles réclamations des entreprises avec son projet de décompte général. Le solde du marché pourra être bloqué si ces calculs ne sont pas fournis.

Pour vérifier le respect de cet engagement, le maître d'œuvre calcule l'écart entre :

- Le coût initial qui est la somme de tous les contrats de travaux résultant des marchés signés, augmenté du coût des commandes qu'il était nécessaire de prévoir pour la réalisation de l'ouvrage en valeur de base.
- Le coût constaté qui est la somme, en prix de base, des montants de travaux résultant des décomptes généraux des marchés, augmenté du coût des factures conclues pour la réalisation de l'ouvrage, ramené, s'il y a lieu, en valeur de base du premier marché signé.

Si l'écart excède le seuil de tolérance ci-dessus, la rémunération du maître d'œuvre est réduite conformément aux dispositions citées dans le présent document.

## **c. Non-respect des engagements sur coûts de travaux en phase études**

### Dépassement du coût prévisionnel

Au cas où après consultation des entreprises, le montant des offres retenu par le maître d'ouvrage dépasse les limites du seuil de tolérance ; si le maître d'ouvrage décide de ne pas résilier le présent marché, le maître d'œuvre recommence ses études à ses frais afin de respecter le coût de travaux prévisionnel augmenté de la marge de tolérance. Le maître d'ouvrage fixe par ordre de service

le délai maximum de reprise des études. Les clauses de pénalités pour retard dans la présentation des documents d'études fixées dans le présent CCP sont applicables.

#### Surestimation du coût des travaux par le maître d'œuvre

Lorsque, après consultation des entreprises, le montant du coût des travaux, tel qu'il résulte du montant des marchés de travaux signés à l'issue de celle-ci, est inférieur de plus de 15% au coût prévisionnel résultant des engagements du maître d'œuvre pris en application dans l'acte d'engagement, le maître d'œuvre pourra subir une réfaction.

Cette réfaction, au taux de 10%, s'applique à l'écart entre le coût toléré résultant de l'application du taux de 15% au coût prévisionnel fixé dans l'acte d'engagement, et le montant des travaux résultant du marché, ramené en valeur du mois Mo défini dans l'acte d'engagement.

Cette pénalisation est plafonnée à 15% du montant des honoraires des éléments de missions antérieurs à l'attribution des contrats de travaux (hors ACT).

#### Modalité de calcul de réduction d'honoraires à l'issue de la phase travaux

En cas de dépassement excédant le seuil de tolérance fixé par le contrat, la rémunération du maître d'œuvre sera réduite.

Si le coût constaté est supérieur au coût prévisionnel augmenté de la tolérance résultant de l'application du seuil tel que défini dans le présent CCAP, le concepteur supporte une pénalité. Cette pénalité est égale à la différence entre le coût constaté et le coût toléré résultant de l'application du seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au double du pourcentage, résultant du rapport entre le montant des honoraires définitifs fixés dans l'acte d'engagement et le coût prévisionnel fixé dans l'acte d'engagement sur lequel le maître d'œuvre s'est engagé par voie d'avenant.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Mesures conservatoires : Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs et devant faire l'objet d'un avenant) dépasse le seuil de tolérance défini dans le CCAP des retenues intermédiaires peuvent être appliquées, à titre conservatoire, à la diligence du maître d'ouvrage ou de son représentant, par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission VISA, DET et AOR.

#### **d. Modification du projet**

Elle peut intervenir du fait de trois sortes d'aléas :

- Modification dans la consistance du projet apportée par le maître d'œuvre en cours d'exécution, par suite d'imprévisions dans ses études, de réserves du contrôleur technique, de non observation des DTU ou d'erreurs dans la conduite des travaux même en cas d'accord du maître d'ouvrage ; si elle entraîne des plus ou des moins-values sur le coût constaté des travaux, la rémunération du maître d'œuvre subira la réfaction éventuelle résultant du jeu des formules d'incitation à la réduction des coûts des travaux et du non-respect de l'engagement sur coût des travaux.
- Modification dans la consistance du projet résultant de modification du programme demandée par le maître d'ouvrage, son incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux et sur le forfait de rémunération sera chiffrée et un nouvel engagement sera alors fixé par avenant.
- Modification dans la consistance du projet qui s'impose au maître d'ouvrage (par suite d'un changement de réglementation postérieurement à la notification du marché de travaux par exemple). Se reporter au cas précédent (b).

#### **e. Modification du coût prévisionnel des travaux sans modification de la consistance du projet**

Ce cas peut se produire, si surviennent certaines difficultés, au cours de la réalisation des travaux, ainsi : lorsqu'une entreprise cesse son activité et doit être remplacée. Il en résulte souvent que l'estimation prévisionnelle du coût des travaux restant à

exécuter devient supérieure à ce qu'elle aurait été si l'entreprise défaillante avait terminé le chantier. Le maître d'œuvre ne sera pas pénalisé de ce fait, mais il devra, si nécessaire, remanier les dossiers, sans modification du forfait de rémunération initial.

### Article 19. Assistance due par le titulaire du marche

Le titulaire s'engage à apporter au maître de l'ouvrage l'assistance indispensable à l'exercice des droits concédés pendant toute la durée de construction de l'ouvrage et jusqu'à la levée de la dernière des réserves par dérogation aux articles 35.1 du CCAG PI.

Le maître de l'ouvrage pourra solliciter le titulaire pour tout conseil technique relatif aux études qu'il a réalisé mais également pourra lui demander d'apporter son concours aux entreprises de bâtiments pour toute question, assistance technique et/ou transfert de compétence dans le cadre de la construction de l'ouvrage.

Cette assistance est incluse dans le prix du marché et ne pourra faire l'objet d'aucune rémunération supplémentaire.

### Article 20. Arrêt de l'exécution de la prestation

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter, sans indemnité, l'exécution des prestations au terme de chacun des éléments de mission de la phase « études » (élément « ACT » inclus). Cette disposition s'applique à chaque tranche ferme et/ou optionnelle, s'il y a lieu.

Par dérogation à l'article 22 du CCAG-PI, dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'un élément de mission est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du marché. Dans les autres cas, l'arrêt emporte résiliation du marché. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif. Dans le cas d'une résiliation intervenant en cours d'exécution de l'un des éléments de mission d'études, les modalités de solde du contrat relèvent des dispositions de l'Article 14 et l'**Erreur ! Source du r envoi introuvable.** du présent CCP.

### Article 21. Réception, achèvement des prestations ou missions

Le maître d'ouvrage ou son représentant procédera à la réception des documents produits par le titulaire dans les délais définis dans l'acte d'engagement par dérogation à l'article 28.2 du CCAG PI.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, le maître de l'ouvrage n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications des éléments remis pour acceptation.

L'absence de réponse du maître d'ouvrage ou de son représentant dans les délais ci-dessus vaut acceptation des documents.

#### Achèvement de la mission

Sauf la réserve énoncée ci-dessous, la mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement (prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou, après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ou les désordres constatés pendant le délai de garantie ne sont pas tous levés à la fin de cette période. Dans cette hypothèse l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve ou à la réparation du désordre.

En cas de pluralité de délais de garantie de parfait achèvement, la mission de maîtrise d'œuvre s'achève à l'expiration du dernier délai de garantie de parfait achèvement sauf prolongation de ce délai ou levée de réserves postérieures à son expiration. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la dernière levée des réserves.

La mission de maître d'œuvre se prolongera au-delà de la date d'achèvement définie ci-dessus, en cas de réclamation formulée par les titulaires des marchés de travaux sur leur décompte général jusqu'à la résolution amiable ou contentieuse du différend. Le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage sur toutes les réclamations formulées.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision du maître d'ouvrage ou de son représentant, dans les conditions de l'article 29 du CCAG PI, constatant que le titulaire a rempli ses obligations, dans un délai de deux mois à compter de cet achèvement. L'absence de décision dans ce délai vaut réception des prestations.

## Article 22. Assurances

### Assurance de Responsabilité civile professionnelle

Le titulaire unique du contrat ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution des prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, à raison des dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris la maîtrise d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objet du présent marché.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée d'exécution du contrat et le titulaire unique du contrat ou chacun des cotraitants devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

### Assurance de Responsabilité civile décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire unique du contrat ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit justifier, au moyen d'une attestation de son assureur, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code civil.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture du chantier quelle que soit la date d'intervention du maître d'œuvre. Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs cotraitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage. Les maîtres d'œuvre seront tenus également de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code civil ainsi que pour la garantie des dommages immatériels.

### Assurances des travaux

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police tous risques chantier, mais en revanche, la souscription d'une police dommages ouvrages est prévue.

Pour la souscription de cette police dommages ouvrages, le titulaire unique du contrat et s'il y a lieu ses cotraitants en cas de groupement fourniront au maître d'ouvrage les éléments nécessaires pour remplir la proposition d'assurance. Le paiement de la prime d'assurance sera fait directement par le maître d'ouvrage, sans aucune retenue au titulaire.

### Dispositions diverses

Le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence ou insuffisance de garantie.

La souscription par le maître d'ouvrage de polices d'assurance spécifiques à l'opération est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles. Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants renonce(nt) à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire et s'il y a lieu de ses cotraitants est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

## Article 23. Clause de réexamen

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

**Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution** Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,

- Cession de contrat,
- Décès,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles

Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être dans le cadre d'un groupement solidaire, une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution, la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut, il sera procédé à la résiliation du marché pour faute.

## Article 24. Résiliation

Les dispositions des articles 36 à 42 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) Prestations intellectuelles (PI) sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute la disposition suivante.

### Résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 39 et 42 du CCAG prestations intellectuelles avec les précisions suivantes :

- Le maître d'ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG PI. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et **par dérogation à l'article 41.5 du CCAG PI**, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- **Par dérogation et en complément des articles 39 et 41.3 du CCAG prestations intellectuelles**, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire est rémunérée avec un abattement de 10%. Aucun supplément de dépenses résultant de la passation d'un nouveau marché ne sera appliqué si le titulaire fournit les outils, moyens et supports nécessaires à la poursuite de la mission.

### Résiliation du fait du Maître de l'Ouvrage

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du Maître d'œuvre, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu au 4° de l'article 41.2 du CCAG-PI est fixé à 4 %.

## DISPOSITIONS TECHNIQUES

### Article 25. Programme technique

Le programme de l'opération comprend les actions suivantes :

- L'installation de chantier avec des tours d'accès aux différentes terrasses,
- Les approvisionnements et évacuations des matériaux,
- La fourniture et mise en place des protections périphériques,
- Le remplacement du complexe d'étanchéité avec une isolation de 9cm d'épaisseur par un complexe d'étanchéité de couleur blanc de type COOL ROOF de chez SOPREMA avec retrait et évacuation du complexe isolant-étanchéité existant, et réfection du pare-vapeur,
- Le remplacement des relevés périphériques, couvertines d'acrotères, lanterneau de désenfumage, naissances d'eau pluviale, événements, crosses, etc.
- La mise en place de garde-corps périphériques en aluminium conformes à la norme NF E85-015,
- La mise en place de dispositifs d'ancrage pour les EPI
- Les déposes et reposes du groupe de climatisation, de gaines et extracteurs de VMC,
- La mise en place de chemins de câbles capotés, pour protéger les câbles d'alimentations des extracteurs,

### Article 26. Compétences requises pour le projet

Les compétences requises pour le projet sont les suivantes :

- Clos/couvert – Etudes thermiques
- Clos/couvert – Etanchéité
- Clos/couvert – Isolation thermique par l'extérieur et bardage

L'équipe de maitrise d'œuvre qui sera constituée devra donc disposer de ces compétences.

### Article 27. Contraintes particulières du projet

#### a. Sécurité des biens et des personnes durant les travaux

Des contraintes fortes seront imposées en matière d'organisation et de sécurité pendant les travaux :

- Toutes les entreprises porteront un badge d'identification sur le chantier,
- Le permis feu obligatoire aura une validité d'une journée,
- La continuité opérationnelle des différents terminaux de contrôle d'accès, d'alarmes incendie et d'anti-intrusion devra être organisée afin de garantir la sécurité des personnes et des biens.
- La gestion du chantier prendra en compte les contraintes d'horaires liées à la surveillance des locaux (fermeture du site et mise en marche de l'alarme).

#### b. Continuité des services durant les travaux

Le bâtiment sera occupé pendant l'opération de travaux et le public continuera d'être accueilli pour les consultations qui sont dispensées au sein de l'UC-IRSA.

La continuité de fonctionnement des services au public, devra être totalement assurée pendant la durée des travaux qui s'effectueront en site occupé ;

- Les serveurs informatiques et autocommutateurs devront donc demeurer opérationnels, ainsi que leurs onduleurs.
- Les activités de productions devront être maintenues.

En conséquence, le clos et le couvert devront être assurés à chaque fin de journée.

### **c. Phasage et travaux bruyants**

L'équipe de maîtrise d'œuvre aura à sa charge la réalisation du phasage des travaux si un phasage est jugé nécessaire. Une attention particulière sera apportée à celui-ci, en vue de minimiser leur impact sur l'obligation de continuité de service public.

Les travaux les plus bruyants devront être exécutés en horaires décalés par les entreprises, en dehors de la plage horaire fournie par l'UC-IRSA.

### **d. Prise en compte des contraintes climatiques**

L'équipe de maîtrise d'œuvre devra également prendre en compte dans l'élaboration du projet, les contraintes climatiques de sortes à protéger le bâtiment des éventuelles pluies survenant pendant l'opération, afin d'éviter toute infiltration après dépose du complexe d'étanchéité existant et avant finalisation de la nouvelle étanchéité.

## **Article 28. Missions confiées à l'équipe de maitrise d'œuvre**

Le présent marché a pour objet de confier au titulaire tout ou partie des éléments de mission suivants définis dans l'acte d'engagement :

- Les études d'avant-projet sommaire (APS) et les études d'avant-projet définitif (APD) ;
- Le dossier de demande d'autorisation d'urbanisme (DP) ;
- Les études de projet (PRO) et la rédaction des pièces du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) ;
- L'assistance apportée au Maître d'Ouvrage pour la passation des marchés de travaux (ACT) ;
- L'approbation des documents (VISA) et la vérification des études d'exécution (EXE) ;
- La direction de l'exécution des marchés de travaux (DET) ;
- L'assistance apportée au Maître d'Ouvrage lors des opérations de réception (AOR) et la remise du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) et pendant la période de Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;
- La mission Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC).

Le contenu de ces éléments de mission est défini dans le titre III du livre IV de la partie 2 du code de la commande publique, ainsi que dans l'annexe 20 dudit code.

En particulier, les études d'avant-projet comprennent l'établissement des dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à l'obtention des éventuelles autorisations administratives, ainsi que l'assistance au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction.

L'assistance à la passation des contrats de travaux (ACT) inclut l'assistance au maître d'ouvrage dans la rédaction des pièces administratives et techniques des différents DCE ainsi que dans la négociation avec les entreprises candidates aux différents marchés.

### **a. Mission A.V.P.**

Les études d'avant-projet, fondées sur les études de diagnostic, le programme technique, approuvés par le maître de l'ouvrage, comprennent les études d'avant-projet sommaire et les études d'avant-projet définitif.

### **i. Avant-Projet Sommaire (A.P.S.)**

Les études d'avant-projet sommaire ont pour objet de :

- Proposer une ou plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments majeurs du programme et d'en présenter les dispositions générales techniques envisagées ainsi qu'éventuellement les performances techniques à atteindre
- Indiquer des durées prévisionnelles de réalisation
- Établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées
- Proposer éventuellement des études complémentaires d'investigation des existants en fonction des renseignements fournis lors des études de diagnostic

Les documents à remettre sont :

- La note de présentation de l'avant-projet justifiant le parti retenu
- La formalisation graphique de la solution préconisée sous forme de plans et coupes à l'échelle de 1/200 (0,5 cm/m) avec certains détails significatifs au 1/100 (1 cm/m)
- La notice descriptive sommaire
- L'indication d'un délai global de réalisation de l'opération comprenant, le cas échéant, un phasage par tranches techniques ou fonctionnelles
- L'estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux
- Note spécifique "Développement durable"

Dans le cadre de ces études d'A.P.S., des réunions de concertation sont organisées avec le maître d'ouvrage et son conseil technique où sont fournies des explications sur les différentes options proposées.

### **ii. Etudes D'avant-Projet Définitif (A.P.D.)**

Les études d'avant-projet définitif, fondées sur la solution d'ensemble retenue à l'issue des études d'avant-projet sommaire approuvées par le maître de l'ouvrage ont pour objet de :

- Vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- Arrêter en plans et coupes, les principes du projet ;
- Définir les matériaux ;
- Justifier les adaptations techniques retenues,
- Permettre au maître de l'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance ;
- Etablir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposés en lots séparés ;
- Permettre l'établissement du forfait de rémunération dans les conditions prévues par le contrat de maîtrise d'œuvre.

Les documents à remettre sont :

- La formalisation graphique de l'APD proposé sous forme de plans, coupes du projet d'aménagement avec certains détails au 1/50 (2 cm/m),
- Les plans de principes de structure et leur pré-dimensionnement
- La notice descriptive précisant les matériaux
- Le descriptif détaillé des solutions techniques retenues
- Note de sécurité, issues de secours, etc.
- L'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposée en lots séparés
- Note spécifique "Développement durable"

Dans le cadre de ces études d'APD, des réunions de concertation seront organisées avec le maître d'ouvrage et son conseil technique où seront fournies des explications sur les solutions architecturales, techniques et économiques proposées.

### **iii. Demande d'autorisation de travaux et/ou autres autorisations administratives**

Le programme fonctionnel et technique ne prévoit pas de réaliser de travaux dans la zone E.R.P. existante.

L'équipe de maîtrise d'œuvre aura pour mission d'assister le maître d'ouvrage pour la constitution du dossier administratif concernant la demande d'autorisation de travaux. Il effectuera les démarches et consultations préalables nécessaires à l'obtention de l'autorisation d'urbanisme, il constitue le dossier et assiste le maître d'ouvrage dans ses relations avec les administrations et pendant toute la durée de l'instruction.

Le maître d'ouvrage s'engage à communiquer au maître d'œuvre toute correspondance avec l'administration. Dès réception de l'autorisation d'urbanisme, il lui en transmet la copie et procède à l'affichage requis.

#### **iv. Mission PRO-DCE**

- **Etudes de projet**

Les études de projet, fondées sur le programme arrêté et les études d'avant-projet approuvées par le maître d'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, découlant des autorisations administratives, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Les études de projet ont pour objet de :

- Préciser par des plans, coupes et élévations intérieures, les formes des différents éléments des travaux de réaménagement, la nature et les caractéristiques des matériaux ainsi que les conditions de leur mise en œuvre
- Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques
- Préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides et, en fonction du mode de dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages
- Décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet
- Etablir un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base d'un avant métré
- Permettre au maître d'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et, par ailleurs, d'estimer les coûts de son exploitation
- Déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage.

Les documents graphiques à remettre sont :

- Formalisation graphique du projet sous forme de plans, coupes des aménagements intérieurs l'échelle de 1/50
- Ouvrages de second œuvre, avec tous les détails significatifs de conception architecturale une échelle variant de 1/20 à 1/2
- Positionnement, dimensionnement, des équipements techniques existants et modifiés
- Plans modificatifs des dispositions générales de sécurité (compartimentage, dégagements, issues de secours, etc.)
- Plan de principe d'installation et d'accès de chantier
- Plans de phasage des travaux (si concerné).

Les documents écrits à remettre sont :

- Description détaillée des ouvrages et spécifications techniques définissant les exigences qualitatives et fonctionnelles, la nature et les caractéristiques des ouvrages et des matériaux,
- Les contraintes générales de mise en œuvre, les conditions d'essai et de réception, incluant les limites de prestations entre les différents lots
- Présentation du coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état et de l'avant-métré sur la base duquel il a été établi.
- Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, décomposés par lots ou corps d'état, qui sera joint au DCE.
- Note spécifique "Développement durable"

- **Elaboration du DCE (dossier de consultation des entreprises)**

Le maître d'œuvre pourra proposer au maître d'ouvrage des adaptations du CCAP (cahier des clauses administratives particulières), de l'acte d'engagement et du règlement de la consultation, fournis par le maître d'ouvrage, qui lui semblent nécessaires pour tenir compte des particularités de l'opération.

Le maître d'œuvre établit la liste des pièces écrites et graphiques nécessaires à la consultation des entreprises, qu'il a élaborées ou qui ont été fournies par le maître d'ouvrage, les collecte et les regroupe dans le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) qui comprend ainsi :

- Les plans, pièces écrites et cadre de décomposition de prix global et forfaitaire (sans les quantités) établis par le maître d'œuvre. Il sera établi un DPGF pour chacune des enveloppes budgétaires de travaux
- Les éventuels autres documents produits soit par le maître d'ouvrage soit par les autres intervenants (notamment le PGC, rapport initial du contrôleur technique, études de sondages des sols, diagnostics divers, prescriptions des concessionnaires, etc.).

Consultation des entreprises :

- Proposition au maître d'ouvrage des critères de sélection et de qualification à insérer dans l'avis de publicité
- Etablissement d'un rapport d'analyse des candidatures et proposition de sélection au maître d'ouvrage
- Le cas échéant, réponses aux questions posées par les entreprises suivant les modalités définies avec le maître d'ouvrage
- Etablissement d'un rapport comparatif d'analyse technique et financière des offres et, s'il y a lieu, de leurs variantes
- Proposition d'une liste d'entreprises susceptibles d'être retenues (mieux disantes).

Le maître d'œuvre devra venir présenter en présentiel ou en visio son rapport d'analyse technique lors de la commission d'appel d'offres de l'UC-IRSA.

Mise au point des marchés de travaux :

Le maître d'œuvre met au point les pièces constitutives du marché en vue de sa signature par le maître d'ouvrage et l'entrepreneur.

#### • Assistance Pour La Passation Des Contrats De Travaux (A.C.T.)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- Préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au contrat ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'œuvre correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître d'ouvrage pour cette consultation. Le dossier est différent selon que la dévolution est prévue par marchés séparés ou à des entreprises groupées ou à l'entreprise générale
- Participer à la visite obligatoire du site avec les entreprises sous-missionnaires
- Répondre aux questions des entreprises en phase d'appel d'offre
- Préparer, s'il y a lieu, la sélection des candidats et analyser les candidatures obtenues
- Analyser les offres des entreprises, s'il y a lieu les variantes à ces offres ; procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation ; analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisés dans le règlement de la consultation. La partie financière de l'analyse comportera une comparaison des offres entre elles, et, avec le coût prévisionnel des travaux.
- Préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître d'ouvrage.

#### • Visa Des Etudes D'exécution Et De Synthèse (Visa)

Le maître d'œuvre s'assurera que les documents établis par les entreprises respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, leur délivrera son visa.

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse ainsi que la mission VISA, ont pour objet d'assurer au maître d'ouvrage que les documents établis par l'entrepreneur respectent les dispositions du projet établi par le maître d'œuvre.

L'examen de la conformité au projet comporte la détection des anomalies normalement décelables par un homme de l'art.

Prestations incluses :

- Examen de la conformité des plans et documents d'exécution établis par les entrepreneurs aux documents établis par la maîtrise d'œuvre
- Établissement d'un état récapitulatif d'approbation ou d'observations de tous les documents d'exécution
- Examen et approbation des matériels et matériaux et leur conformité aux prescriptions arrêtées dans le CCTP des marchés de travaux
- Arbitrages techniques et architecturaux relatifs à ces choix et aux éventuelles variantes proposées par les entrepreneurs
- Contrôle de cohérence inter-maîtrise d'œuvre.

#### **v. Mission D.E.T.**

La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux (D.E.T.) a pour objet de :

- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées
- S'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradictions normalement décelables par un homme de l'art
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un
- Délivrer tout ordre de service et établir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier
- Informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables
- Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les entrepreneurs ; établir les états d'acomptes ; vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur et établir le décompte général
- Donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation de ou des entreprises.

#### **vi. Mission A.O.R.**

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux
- D'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée
- De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage

- Mettre en œuvre un plan d'action pour lever les désordres signalés et suivre les actions correctives.
- De constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mise en œuvre.

#### **vii. Dossier Des Ouvrages Exécutés**

Cet élément capital pour le suivi de l'opération et de sa gestion est l'aboutissement logique du travail réalisé sur cette Opération.

Le maître d'œuvre constitue le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir du dossier de conception générale du maître d'œuvre, des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur ainsi que des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre.

Le Maître d'Œuvre collecte, en vue de l'exploitation et de l'entretien des ouvrages, les documents suivants :

- Les plans d'ensemble et de détails conformes à l'exécution, c'est-à-dire tous les documents graphiques des ouvrages tels qu'exécutés par l'Entreprise,
- Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les bons de garantie, établis ou collectés par l'Entreprise et adressés au Maître d'Œuvre, les documents particuliers liés à la nature du projet,
- Les pièces contractuelles écrites et graphiques et, dans la mesure où leur connaissance est utile à l'exploitation des ouvrages, les pièces établies par l'Entreprise,
- Les pièces nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO).

Le Maître d'Œuvre use de tous les moyens dont il dispose, jusqu'à la mise en demeure, pour obtenir les pièces nécessaires à la constitution du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE). La carence de l'Entreprise conduit le Maître d'Ouvrage, informé par le Maître d'Œuvre, à user des moyens dont il dispose (mise en demeure notamment) pour contraindre l'Entreprise défaillante à s'acquitter de ses obligations.

Tout retard dans la transmission du DOE par le Maître d'Œuvre au Maître d'Ouvrage entraînera le versement de pénalités calculées comme précisé à l'Article 14.h du présent CCP.

#### **viii. Garantie de parfait achèvement (GPA)**

Le Maître d'Œuvre assiste également le Maître d'Ouvrage pendant la période de la garantie de parfait achèvement, au titre de la mise en jeu de cette garantie, tant auprès des Entreprises titulaires des marchés de travaux, qu'auprès des entreprises appelées à intervenir en lieu et place des Entreprises défaillantes.

Le Maître d'Œuvre réalisera des visites trimestrielles de suivi de l'Opération qui feront l'objet d'un compte rendu qui devra être joint à la note d'honoraires. Tout vieillissement anormal sera signalé au Maître d'Ouvrage par une fiche qui mettra en valeur les risques encourus. En fonction de ceux-ci, il faudra procéder à une mise en demeure de l'entreprise.

Dix mois après la réception, une visite générale des travaux sera réalisée ainsi qu'un bilan technique des travaux. En fonction des désordres éventuels soulevés, le Maître d'Œuvre prendra les dispositions pour régler tous les problèmes dans un délai en accord avec le Maître d'Ouvrage. Le Maître d'Œuvre établira le Procès-Verbal de levée des désordres et de libération des garanties (retenue de garantie et caution bancaire).

Conformément à l'article 1792-6 du Code civil, en cas d'inexécution par les Entreprises des travaux de réparation dans les délais fixés, les travaux sont, après mise en demeure effectuée par le Maître d'Ouvrage et restée infructueuse, exécutés par une autre entreprise, aux frais et risques de l'Entreprise défaillante.

Le Maître d'Œuvre s'engage, pour ce qui le concerne dans le cadre de sa responsabilité contractuelle, à se rendre sur le chantier à l'occasion de tout sinistre relevant des diverses garanties (parfait achèvement, de bon fonctionnement, décennale, des désordres intermédiaires). Le Maître d'Œuvre rend compte au Maître d'Ouvrage de l'importance du sinistre et des solutions à y apporter.

Le Maître d'Œuvre s'assure de l'exécution des travaux nécessaires pour remédier aux malfaçons. Il rend compte au Maître d'Ouvrage de la bonne exécution de ces travaux et du respect des délais.

#### **ix. Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)**

L'ordonnancement et la planification ont pour objet d'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que les chemins critiques, de proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités.

La coordination a pour objet d'harmoniser, dans le temps et dans l'espace, les actions des différents intervenants pendant la durée des travaux.

Le pilotage a pour objet de mettre en application, durant ces travaux et jusqu'à la levée des éventuelles réserves, dans les délais impartis dans le marché de travaux, les diverses mesures d'organisation élaborées dans le cadre de l'ordonnancement et de la coordination.

La dévolution des marchés de travaux par corps d'état séparés rend nécessaire cette mission complémentaire.

Le maître d'œuvre devra assurer cette mission.

## **Article 29. Règlementation et textes applicables**

Le présent document ne recense pas expressément toutes les réglementations applicables à cette opération considérant que l'équipe de maîtrise d'œuvre est à même de connaître et de respecter dans le cadre de la responsabilité du concepteur toutes les normes et contraintes en matière de sécurité incendie, d'accessibilité, de constructions, etc.

Les travaux seront exécutés conformément aux règles professionnelles, aux règles de l'art et à la réglementation française telle qu'elle se trouvera être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre. En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés et circulaires applicables en France, ainsi que dans les cahiers des clauses techniques générales, les documents techniques unifiés (DTU), le cahier des charges, le cahier des clauses techniques générales, cahier des clauses techniques particulières, mémento), les normes françaises homologuées ou normes européennes homologuées en France, les avis techniques, etc.

Les produits mis en œuvre seront tous de marque reconnue, de premier choix. Ce seront des produits neufs, munis d'un marquage de type CE ou NF.

## **Article 30. Planning, langue**

Les travaux devront être réalisés et réceptionnés au début de l'été 2026 au plus tard. Les délais d'exécution des missions confiées à la Maîtrise d'œuvre seront fixés dans l'acte d'engagement.

L'ensemble des documents devront être rédigés en langue française. Toutes les réunions, y compris les réunions de chantier se tiendront en langue française.

## **Article 31. Développement durable**

Dans le cadre de sa mission, le titulaire du marché s'engage à intégrer des exigences de développement durable conformément à l'article L.3-1 du Code de la commande publique et aux objectifs de la transition écologique.

Les actions à mettre en œuvre porteront sur les trois dimensions du développement durable (environnementale, sociale et économique) et devront être intégrées à chaque phase de la mission de maîtrise d'œuvre. À ce titre, le maître d'œuvre devra :

### **1. Performance environnementale du projet**

- Intégrer, dès l'esquisse, des solutions visant à réduire l'empreinte carbone du projet, notamment par l'emploi de matériaux biosourcés, recyclés ou à faible impact environnemental.
- Proposer des solutions techniques permettant de réduire la consommation énergétique du bâtiment (optimisation de l'orientation, isolation, équipements performants, etc.).
- Proposer des solutions permettant de réduire la chaleur à l'intérieur des zones du bâtiment positionnées sous les toitures terrasses.

- Intégrer des mesures de gestion des déchets de chantier (tri à la source, réduction à la conception, réemploi) dans les pièces écrites de consultation des entreprises.
- Évaluer, si possible, le coût global du projet (coût d'investissement, d'entretien, d'exploitation et de fin de vie).

## 2. Responsabilité sociale

- Intégrer dans les DCE (Dossiers de Consultation des Entreprises) des clauses d'insertion sociale (objectifs de formation ou d'emploi pour des publics éloignés du marché du travail) en coordination avec la maîtrise d'ouvrage.
- Prévoir des réunions d'information ou de concertation avec les futurs usagers, les exploitants, et/ou les riverains, en lien avec le maître d'ouvrage.
- Recommander aux entreprises des pratiques visant à garantir des conditions de travail dignes sur le chantier (installation de base-vie, horaires adaptés, sécurité).

## 3. Économie locale et circulaire

- Proposer, chaque fois que possible, des solutions mobilisant des ressources ou savoir-faire locaux, ou des matériaux issus de filières de réemploi.
- Identifier des pistes de réutilisation sur site de matériaux issus de déconstruction.

## 4. Livrables attendus

Le maître d'œuvre devra intégrer dans ses livrables (notes, plans, CCTP) une note spécifique "Développement durable" à chaque phase de conception (APS, APD, PRO), expliquant les choix retenus, les impacts attendus, et leur cohérence avec les objectifs fixés ci-dessus.

### Article 32. Différends et litiges

Pour le règlement des litiges, il sera fait application de l'article R2197 du code de la commande publique. L'instance chargée des procédures de recours est le :

Tribunal judiciaire de Tours  
2 PLACE JEAN-JAURES  
37928 TOURS CEDEX 9  
02 47 60 26 60

Le candidat qui souhaite déposer un recours informera utilement l'UC-IRSA à l'adresse suivante :

[marches@UC-IRSA.fr](mailto:marches@UC-IRSA.fr)

### Article 33. Dérogations au CCAG applicable

Le présent marché déroge aux CCAG-PI notamment sur les articles suivants :

Article du CCAG auquel il est dérogé	Article du marché
2, 3.8	Régime des ordres de services aux titulaires des marchés de travaux Article 17
4.1 et 4.2	Pièces contractuelles Article 9
14.1	Pénalités Article 14.h
14.4.3	Suivi de l'exécution des travaux et de leur Réception des documents Article 17
22	Arrêt de l'exécution de la prestation Article 20
28.4.2	Pénalités Article 14.h
28.2 et 28.5	Réception des documents Article 21 et Article 17
35.1	Assistance due par le titulaire du marché Article 19
39,41.3 et 41.5	Résiliation aux torts du titulaire Article 24